

LE SOCIALISTE

Organe central du Parti Ouvrier Français

ABONNEMENTS :

Trois mois 1 fr. 50 ; Six mois 3 fr. ; Un an 6 fr.
Étranger : Un an 8 fr.
10 centimes le numéro.

RÉDACTION ET ADMINISTRATION

AU SIÈGE DU CONSEIL NATIONAL

PARIS. — 5, rue Rodier. — PARIS

ADMINISTRATEUR DÉLÉGUÉ : RENÉ CHAUVIN

Les Annonces sont reçues

A la Société générale de Publicité
7, rue Drouot

Notre Banquet

Nous avisons les militants que le Banquet qui devait avoir lieu le 24 février dernier et ajourné à cause de l'état de santé du citoyen Jules Guesde, aura lieu le dimanche 19 mars, à une heure de l'après-midi, aux Salons Vantier, 8, avenue de Clichy.

Les cartes prises avant sont valables pour la date indiquée. Prix : 3 fr. 75 c.

Les détenteurs des Billets sont priés de déposer les invendus et le montant des billets vendus, au Siège du Conseil National, 5, rue Rodier, avant jeudi 16 mars.

CONGRÈS SOCIALISTE

International de 1900

Voici le texte de la circulaire que le Comité d'entente socialiste adresse aux organisations socialistes et ouvrières du monde entier, en vue de la Conférence préparatoire du Congrès socialiste international qui doit avoir lieu à Paris, en 1900 :

Camarades,

Le Congrès socialiste international ne pouvant se tenir en Allemagne, nos camarades socialistes allemands ont prié les socialistes français, conformément aux indications du Congrès de Londres, de l'organiser à Paris, en 1900. Ce sont donc les socialistes français qui ont le devoir de proposer à leurs camarades de tous les pays les mesures d'organisation. En conséquence, nous vous convions à une conférence préparatoire qui déterminera les conditions dans lesquelles sera tenu le Congrès international.

C'est au nom de tout le Parti socialiste français que nous vous adressons cette invitation. Les cinq grandes organisations nationales constituées, qui le composent : la Confédération des Socialistes indépendants de France, la Fédération des Travailleurs socialistes de France, le Parti Ouvrier Français, le Parti Ouvrier socialiste révolutionnaire, le Parti socialiste révolutionnaire, se sont groupées en un Comité d'entente qui délibère fraternellement sur les intérêts communs. Dans ce Comité d'entente sont donc représentées toutes les forces socialistes de France.

Ce Comité s'est constitué sur la base des principes essentiels du socialisme : socialisation des moyens de production et d'échange ; union et action internationales des travailleurs ; conquête socialiste du pouvoir politique par le prolétariat organisé en parti de classe. Le Congrès devant être un Congrès politique socialiste, c'est sur la base des principes essentiels du Parti, adoptés par notre Comité d'entente, comme par les socialistes de tous les pays, que nous vous proposons de le constituer. Nous avons voulu ainsi prévenir les conflits qui ont pesé sur le précédent Congrès international.

Il nous semble que nous nous conformons ainsi au véritable esprit du Congrès de Londres. Il est vrai que celui-ci a paru adopter le principe d'un Congrès mixte, en partie politique, en partie corporatif. Mais en faisant appel aux groupes corporatifs, le Congrès de Londres leur demande d'adhérer à l'action politique. Il marque donc d'un caractère politique l'intervention des groupements corporatifs au prochain Congrès.

Or, il nous semble évident que cette action politique doit s'exercer dans le sens socialiste. Demander aux groupements corporatifs d'accepter l'action législative et ne pas leur demander d'accepter la socialisation des moyens de production et l'entente internationale des travailleurs, ce serait admettre les groupements ouvriers réactionnaires, ceux qui sont englobés dans les cercles catholiques ou pénétrés d'un nationalisme rétrograde. Ce serait enlever à la classe ouvrière représentée au Congrès son caractère de classe, puisqu'elle ne peut s'affirmer comme classe qu'en opposant à la propriété bourgeoise la propriété sociale et au cosmopolitisme bourgeois

ou au chauvinisme réactionnaire l'internationalisme ouvrier.

Sans doute, comme l'a sagement décidé le Congrès de Londres, il ne convient pas de demander aux groupements corporatifs qu'ils se livrent à une action politique constante ou habituelle ; mais il paraît nécessaire de demander que leurs délégués au Congrès socialiste international acceptent comme base générale de leur mandat les principes essentiels du socialisme.

Il est bien clair qu'en définissant ainsi ses principes vitaux, le socialisme obéit à la loi de tout organisme qui ne peut vivre qu'en se déterminant. Mais, en ce qui nous concerne, nous ne désirons pas, par des interprétations arbitraires ou sectaires, réduire le champ du Congrès et en rétrécir la portée. Quand nous parlons de la conquête socialiste du pouvoir politique, nous n'entendons ni dédaigner, ni mettre au second plan l'organisation économique du prolétariat. Sans cette base corporative, sans ce groupement professionnel des prolétaires, l'action politique du socialisme se perdrait dans le vide, et au jour de la victoire la classe prolétarienne ne pourrait saisir l'administration de la propriété transformée ; elle resterait à l'état de tutelle.

Aussi, ayant été avertis que des groupements syndicaux de divers pays, et en particulier un des Congrès corporatifs de France réuni à Rennes, prenaient l'initiative de convoquer à Paris un Congrès corporatif international, nous ne pouvons qu'encourager cette œuvre et l'assurer de nos plus vives sympathies. Nous sommes certains qu'en se manifestant sous la double forme économique et politique, le prolétariat universel donnera au monde la sensation de la force complète : les deux aspects de l'action ouvrière se compléteront sans qu'aucun conflit soit à craindre.

Mais en même temps, il sera très souhaitable que les organisations corporatives soient représentées directement au Congrès politique socialiste, sous la seule condition de donner à leurs délégués un mandat politique et socialiste. L'accès du Congrès politique sera donc aussi largement ouvert que possible, et pourtant le danger de confusion sera écarté. Le Congrès socialiste international de Paris consacra une fois de plus les principes affirmés en tous pays, depuis trente ans, par les Congrès nationaux et internationaux de notre Parti.

Nous ajoutons qu'en parlant de la conquête socialiste du pouvoir par le prolétariat organisé en parti de classe, nous ne déterminons pas le mode de cette conquête politique. Nous ne pouvons pas, nul ne peut la réduire à la seule action parlementaire.

Dans notre pays même, ce sont des événements révolutionnaires qui ont déterminé ou marqué le mouvement politique et social ; et les conditions de fait que subit le socialisme dans les diverses régions du monde sont trop variées pour qu'on puisse enfermer dans une formule étroite la marche du prolétariat vers le pouvoir.

Mais ce qu'il est essentiel d'affirmer, c'est que le prolétariat ne sera pas affranchi par la bonne volonté des dirigeants ; c'est qu'il n'entrera en possession de son droit, c'est-à-dire de la propriété, que s'il est la force. Or, il ne sera point la force tant qu'il ne s'emparera pas, par une action collective et concertée, du pouvoir que détient aujourd'hui la bourgeoisie.

Sans dédaigner les réformes et les palliatifs, le parti socialiste ne se propose pas comme but suprême de manier l'outillage politique, juridique, militaire d'aujourd'hui. En se saisissant du pouvoir, le prolétariat socialiste en transformera le mécanisme aussi bien que l'objet. Ce pouvoir nouveau ce sont les organisations des travailleurs, fédérées pour la production commune, qui l'exerceront.

Il ne s'agit pas de substituer un personnel dirigeant à un autre, mais d'abattre le pouvoir politique de la bourgeoisie, forteresse de sa puissance sociale, pour transformer la société. L'Etat, moyen de contrainte des classes exploiteuses, sera détruit aussitôt que conquis et remplacé par la communauté du travail.

Cette définition de l'action politique du socialisme, tout en précisant notre but, de manière à dissiper toute équivoque, respecte la diversité des conceptions, quant aux voies et moyens. Les socialistes ont toujours affirmé

qu'une vraie solidarité morale du prolétariat ne pouvait résulter que de la libre coopération des intelligences dans la limite des principes essentiels que définit la circulaire.

C'est dans ce sentiment très large, c'est dans cette pensée très accueillante que nous interprétons les principes essentiels du socialisme, tels que les a adoptés notre Comité d'entente, tel que les comprend, si nous ne nous trompons, le socialisme international.

Nous sommes assurés d'avance que c'est une magnifique pensée d'union dans le combat qui animera tous les délégués du socialisme et du prolétariat, et nous vous prions de désigner le plus tôt possible les délégués à la conférence préparatoire que nous vous proposons de fixer à Bruxelles, entre le 20 mai et le 30 mai prochain.

Confédération générale des socialistes indépendants. — Fédération des Travailleurs socialistes de France. — Parti Ouvrier Français. — Parti Ouvrier Socialiste Révolutionnaire. — Parti Socialiste Révolutionnaire.

LA SEMAINE

La discussion du budget qui se poursuit à la Chambre accentue la banqueroute radicale. Seuls, les socialistes apportent des projets de réforme, multiplient leurs efforts pour dénoncer les prodigieux scandales de cette curée de milliards, dénoncent la vétusté des grands services de l'Etat, réclament pour les travailleurs, étalent la monstruosité des privilèges, flétrissent l'oppression des consciences et la perversion des intelligences, refusent leur bulletin de vote à cette organisation complexe de pillage et de violence et à l'anarchie économique qui parviendrait seule à épuiser le sol le plus fécond et le peuple le plus ingénieusement laborieux. Que de choses restent à dire, cependant ! Ce sera l'œuvre que nos élus réaliseront aux sessions prochaines, multipliant leurs assauts, portant partout la torche qui éclaire et le fer qui abat.

Dès la première grève d'un caractère aigu qui se produit sous son nouveau ministère, M. Charles Dupuy témoigne que la brutalité revoltante qui le mit autrefois en relief sera toujours au service du grand patronat. A Saint-Amand, on a revu des charges contre des femmes et des enfants. Il ne suffit pas aux faïenciers de subir la plus dure exploitation et le caprice hautain de leurs maîtres, il leur faut encore pour maintenir les droits syndicaux et affirmer la solidarité ouvrière résister à toutes les intimidations et à toutes les provocations du pouvoir. L'interpellation que notre ami Alexandre Zévaès adressera au gouvernement fera la lumière sur cet épisode du permanent combat des coalitions capitalistes et de l'action prolétarienne. Mais dès aujourd'hui, on peut écrire que rarement la bourgeoisie exploiteuse montra plus de fourberie et d'exigence qu'à Saint-Amand. Sans nos camarades du Parti Ouvrier du Nord, sans l'active intervention de Siauve-Evausy, Devraigne, Davernay, le suprême argument capitaliste — la fusillade des travailleurs — aurait trop vraisemblablement mis fin à la lutte. C'était l'épilogue manifestement cherché, voulu, préparé. Il faut bien que les gouvernants tentent de rassurer par des feux de salves cette bourgeoisie qui pour un instant se porte elle-même des coups cruels. La ressource suprême de l'union sera toujours le massacre en détail d'un prolétariat las de souffrances et de duperies.

M. Constans, le Saigneur de Fourmies, ambassadeur de la République bourgeoise auprès de Sa Majesté impériale le Grand Saigneur ottoman, vient de subir l'humiliation d'un échec personnel. Candidat à la présidence du Sénat, il a été outrageusement battu par M. Fallières, personnalité qui fut toujours assez effacée et qui paraissait totalement oubliée. Cette élection — comme toutes les autres — s'est faite, d'ailleurs, sur la question Dreyfus. M. Fallières avait dans tous les scrutins voté contre le projet de loi dessaisissant la chambre criminelle de la Cour de cassation. Les amis de M. Constans avaient cru habile de ne

pas l'engager dans ce conflit passionné. Sans y attacher autrement d'importance, il ne saurait nous déplaire que l'un des plus sinistres hommes d'Etat de ces vingt dernières années soit aussi brutalement écarté d'une magistrature qui peut conduire directement à l'Elysée. Et quand un régime d'oppression comme le régime capitaliste se prive du concours d'un bandit particulièrement monstrueux, il ne s'épure pas, il entre dans la voie obscure des hésitations et des abdications. Ces crises de violence et de faiblesse se retrouvent à l'agonie de toutes les sociétés.

GABRIEL BERTRAND.

UN QUI VOIT ROUGE

La Politique Coloniale, journal quotidien, publie dans son numéro du 4 mars dernier une correspondance de Pointe-à-Pitre où se lamente une pauvre âme en peine qu'a remplie d'épouvante et d'effroi le succès des socialistes. Et devant les victoires dernières remportées aux élections du conseil général par les membres du Parti Ouvrier de la Guadeloupe, le correspondant attristé ne trouve pour se consoler qu'à accuser les socialistes d'incendies et de pillages, de dévastations et de razzias dont auraient souffert, ces derniers temps, messieurs les capitalistes de la canne à sucre.

Que fait la justice ? Que fait l'administration ? Que font tous les fonctionnaires chargés d'appliquer les lois protectrices de la propriété individuelle ?

Telles sont les questions que se pose le mélancolique correspondant de la Politique Coloniale et il ajoute, en guise de conclusion, que la colonie est perdue, que la grande industrie et la non moins grande propriété sont menacées d'une complète ruine si les exploits de ces maudits socialistes continuent à s'exercer impunément.

Tout doux, tout doux ! Monsieur. Primo, il n'est pas vrai que les socialistes mettent le feu à vos plantations : ce sont eux, au contraire, qui brûlent depuis longtemps leur vie à les cultiver ; et puis, la bourgeoisie avec son administration, serve du capitalisme, est partout la même, que ce soit en France ou dans les colonies, féroce aux petits, aux ouvriers : si ces derniers avaient commis le délit dont vous les accusez, il y aurait beau temps qu'on les aurait jetés en prison ou en quelque autre endroit dont vous ne voudriez pas pour asile, vous, au prix de cinquante francs par jour.

Secundo, vous vous trompez encore quand vous annoncez la faillite prochaine de la grande industrie et de la grande propriété. Non, elles ne périront pas : elles passeront en d'autres mains, et ce qui fera banqueroute — banqueroute sociale — ce sera les grands industriels et les grands propriétaires. Il ne faut pas confondre ! Je crois être assez précis pour débarrasser votre esprit, sur ce point, de toute équivoque. Nul besoin de vous indiquer ceux qui recevront l'outillage et le sol, pour une production commune et fraternelle : vous les connaissez mieux que moi.

Ceci dit, lamentable correspondant de la Politique Coloniale, laissez-moi vous assurer que vous avez vu rouge ; la peur du fameux spectre révolutionnaire vous a montré, comme en un mirage, des lueurs d'incendies et vous avez cru que c'était arrivé !

Pauvre Tartarin de la Guadeloupe !
J. P.

Le Conseil National rappelle à tous les Groupes et Syndicats adhérents la décision du Congrès de Romilly (1895), qui leur fait une obligation de s'abonner à l'Organe Central du Parti.

PETIT COMMERCE COOPÉRATIVES & SOCIALISME

Un rédacteur habituel de l'*Economiste Français*, M. Georges Michel, préoccupé du peu de prospérité des coopératives françaises de consommation, ne trouve rien de mieux, pour expliquer cet échec, que d'en mettre la responsabilité sur le dos des socialistes. Le truc est peut-être ingénieux, mais il est, en tout cas, comme beaucoup de trucs : passablement caille. Il faut lire, d'ailleurs, la phrase du collaborateur de M. Leroy-Beaulieu : « Elles (les coopératives) ont pour adversaires nés, les petits détaillants qui voient en elles une concurrence redoutable... Or, comme les détaillants composent le gros de la clientèle électorale des politiciens socialistes, il n'y a pas à s'étonner des résistances que trouvent en eux les organisateurs... etc... » Quelle logique en ces quelques lignes ! Ainsi les boutiquiers et les commerçants de mince importance sont contre les coopératives mais ils sont pour les socialistes ; donc les socialistes sont contre les coopératives et les coopératives, placées dans de telles conditions, ne peuvent vivre. Voilà qui est raisonné !

La première idée qui vient à la lecture de la phrase de M. Michel est naturellement celle-ci : Les socialistes sont bien redoutables puisqu'il leur suffit de décider l'échec d'entreprises comme les coopératives pour que ces entreprises échouent. Ce n'est pas, certes, ce qu'a pensé le brillant économiste, et, la force du mouvement socialiste n'est pas non plus arrivée à ce point d'intensité et de puissance. Le serait-elle, qu'elle ne s'exercerait pas dans le but indiqué, comme bien on pense. Elle aurait — elle a — d'autres cibles à viser, d'autres assauts à soutenir.

Sans insister sur ce premier point, discutons la double assertion de M. Georges Michel. S'il est vrai que le petit commerce s'effraie souvent de la création de coopératives, de même qu'il s'effraie du grand magasin et du grand bazar par sociétés anonymes, où se mêlent indifféremment le capital juif et le capital chrétien, — il n'est pas vrai que la masse des détaillants, de ceux qui ont encore pignon sur rue, de ceux à qui restent dans les mains les instruments de travail et de commerce constitue les troupes électorales des candidats socialistes ; — enfin il n'est pas vrai que ces derniers soient opposés aux associations coopératives.

Il faut être vraiment bien ignorant des choses de la politique pour s'imaginer que nos victoires électorales sont dues à l'appoint des petits commerçants. Qui ne sait, au contraire, que les détaillants, toujours éblouis de leur titre de petits patrons, voient dans les socialistes leurs pires ennemis parce qu'ils les considèrent comme les démolisseurs de la propriété individuelle ? Qui ne sait que ces petits industriels, ces petits patrons, enfermés dans le cadre étroit de leur boutique, effrayés constamment à l'idée d'un bouleversement social quelconque, sont rebelles

aux conceptions d'internationalisme et de collectivisme dont ils ne peuvent apercevoir les véritables contours et la solide structure, pour cause de myopie bourgeoise ?

Et ce sont ces électeurs que vous nous donnez, M. Georges Michel, pour défenseurs, pour soutiens et pour amis ! Mais c'est une plaisanterie. Notre force, elle est ailleurs que dans le petit commerce ; vous n'ignorez pas où elle est ; vous n'ignorez point que les socialistes ne sont pas derrière le comptoir ou la devanture des modestes magasins et des boutiques où s'entassent pêle-mêle toutes sortes de marchandises. Alors, à quoi bon ces erreurs volontaires ? Si je voulais les excuser, je vous dirais que ce ne sont que des moitiés d'erreurs, que vous avez pris un moment de la vie politique de ces détaillants pour un autre, en un mot, que vous êtes en avance...

En effet, tous ou presque tous viennent un jour avec nous : mais ce jour-là, ils ont quitté le tablier de petit patron pour la livrée du salarié : ce jour-là, ils viennent de faire faillite, ils viennent de liquider leur fonds, morts par l'asphyxie économique produite par les grands magasins du haut commerce et du capital en quête de puissants revenus. Le socialisme accueille ces dépouillés comme les prolétaires du sol et du sous-sol, avec les mêmes espérances et les mêmes enseignements.

Voilà donc un point éclairci. Il reste maintenant à dire — une fois de plus — à M. l'économiste, ce que pense le parti socialiste des entreprises coopératives.

Loin d'être hostiles à ces associations ouvrières, les socialistes les provoquent, les soutiennent, une fois créées, de toutes leurs forces, à condition qu'elles ne dégénèrent point en exploitation de caractère capitaliste, comme il est maintes fois arrivé, et qu'elles se maintiennent sur le terrain de la véritable coopération où il n'y a pas de place pour une plus-value exercée au détriment des uns et au bénéfice de certains autres. Les coopératives sont pour nous un moyen d'arracher une partie de la classe ouvrière à la domination et à l'exploitation patronales ; moyen aussi de rendre les conditions de vie matérielle moins onéreuses ; enfin, moyen de développer dans le prolétariat l'esprit de solidarité.

Rien de plus, rien de moins. Jamais les socialistes n'ont refusé aux coopératives ces avantages, jamais, non plus, il n'ont vu en elles une suprême panacée. Ils les défendent — et ne les font pas systématiquement échouer comme le prétend M. Michel — ils les défendent, parce qu'ils les considèrent comme la première cellule, grossière encore, sans doute, de l'organisme social dont ils veulent pour demain la robuste éclosion. Entre la coopération d'aujourd'hui et le collectivisme futur, n'existe qu'une différence d'étendue et de puissance — la différence du particulier au généralisé. Dans l'un et l'autre, disparaissent les rapports d'antagonisme entre le salarié et le salarié, le marchand et l'acheteur : la coopération les annihile dans une sphère limitée ; le collectivisme les

supprimera dans l'immense champ de toutes les activités humaines.

J. PHALIPPOU.

LE PARTI OUVRIER À LA CHAMBRE L'IMPRIMERIE NATIONALE

Discours du citoyen Bénézech

Bénézech. — Messieurs, je ne suis pas tout à fait de l'avis de M. le directeur de l'imprimerie nationale. Déjà M. le directeur avait été entendu par la commission du budget et il avait approuvé lui-même l'idée de commandite. Il avait pris des renseignements auprès des ouvriers typographes de l'imprimerie nationale et même auprès des organisations syndicales typographiques, et tous ces ouvriers avaient conclu à la commandite. M. le directeur s'était rangé à leur avis ; et qu'il ne dise pas aujourd'hui que les ouvriers typographes de l'imprimerie nationale ne veulent pas de la commandite. Il y en a quelques-uns qui n'en veulent pas, mais je vais expliquer pourquoi.

Messieurs, la commandite est une organisation de travail tout à fait normale et morale. Dans la commandite, les ouvriers se réunissent pour exécuter un travail en commun, et le salaire donné pour le travail en entier est partagé en parts égales entre tous. C'est, en un mot, une organisation tendant à la solidarité des travailleurs exécutant un même travail. Mais il est évident que parmi les ouvriers, il y a quelquefois aussi ce qu'on appelle les bourgeois de l'atelier ; ceux-là veulent s'emparer de la plus grosse part du gâteau. (Exclamations au centre.) C'est ce qui existe pour certains ouvriers de l'imprimerie nationale. Vous constaterez par exemple une grande anomalie quand vous saurez qu'un ouvrier gagne 120 francs par semaine alors qu'un autre de même habileté ne gagne que 40 francs. (Très bien ! très bien ! à l'extrême gauche.)

A quoi cela tient-il ?

Cela tient à ce que les ouvriers favorisés, à qui l'on donne la meilleure besogne, peuvent arriver à gagner leur vie ; mais il y a des ouvriers qui ont la mauvaise chance de ne pas être des favorisés, et ceux-là ne gagnent qu'un salaire inférieur. (Applaudissements à l'extrême gauche.)

Eh bien, pour éviter tout cela, nous demandons que l'on fasse un essai loyal de commandite à l'imprimerie nationale, mais que l'on fasse cet essai parmi toute la composition et non entre quelques ouvriers, autrement vous n'obtiendriez pas de résultats. Il faut donc que la commandite soit introduite dans l'atelier de composition.

A Paris, le système de la commandite est appliquée depuis bien longtemps. Il y a eu de grandes maisons, comme les maisons Dubuisson, Schiller, Serrière et Cusset ; il y a aujourd'hui l'association ouvrière, l'imprimerie nouvelle, l'imprimerie Allemane, par exemple, qui font exécuter leurs travaux en commandite. Tous les journaux ou à peu près, se font en commandite ; et tout le monde, tant patrons qu'ouvriers, reconnaît la bonne exécution du travail. Tous ceux qui, comme clients, ont affaire à des imprimeries où le travail se fait en commandite en sont très satisfaits.

Et vous en savez quelque chose, messieurs, quand, après de longues séances de la Chambre, vous voyez arriver de bon matin chez vous le *Journal officiel*, qui n'est pas un travail ordinaire. Eh bien ! quand on peut produire en commandite un travail aussi considérable que la confection du *Journal officiel*, où il y a toutes sortes de travaux, depuis la simple con-

position de lignes jusqu'à celle des tableaux, on peut bien à l'imprimerie nationale adopter la commandite pour toute la composition. (Applaudissements à l'extrême gauche.)

La commandite existe aussi dans bien des villes en France ; il est inutile de dire qu'à l'étranger elle a déjà fait ses preuves. Je ne sais vraiment pas comment il se fait que M. le directeur de l'imprimerie nationale qui en a été un chaud partisan au début et qui l'a même soutenue, ait aujourd'hui changé d'avis.

Les ouvriers les plus favorisés de l'imprimerie nationale sont les plus nombreux, et ils ne veulent pas de la commandite. Mais c'est la défense des autres, de ceux qui ne sont pas favorisés, des tout petits, que nous voulons prendre. C'est pour une plus juste répartition du travail que nous réclamons la commandite.

Si ce système de travail devait seulement coûter une somme minime au Trésor, nous ne le défendions pas aussi énergiquement. Mais il ne s'agit pas ici d'une dépense quelconque ; c'est seulement une meilleure organisation du travail que nous voudrions voir appliquer.

La Chambre voudra montrer qu'elle entend que l'imprimerie nationale exécute les travaux à aussi bon compte que l'industrie privée, et pour cela faire elle voudra au moins qu'il soit procédé à un essai de meilleure organisation en votant le projet de résolution présenté par la commission du budget ayant trait à l'introduction de la commandite à l'imprimerie nationale. (Applaudissements à l'extrême gauche.)

Réplique du citoyen Bénézech

Bénézech. — Je demande la parole.

M. le président. — La parole est à M. Bénézech.

Bénézech. — Messieurs, je reprends ma proposition. On vient de vous donner des explications sur la commandite. Je regrette de vous dire que mon éloquence n'égale pas ma connaissance de la typographie, puisque je suis typographe (Parlez ! parlez ! et si je pouvais facilement m'expliquer, vous amener dans un atelier et vous faire voir comment fonctionne la commandite, vous verriez qu'on peut faire la commandite pour 500 ouvriers comme pour 12. (Très bien ! très bien ! à l'extrême gauche.) Il n'y a qu'à diviser les travaux par groupes. C'est la chose la plus simple du monde. (Très bien ! Très bien ! sur les mêmes bancs.)

Il y a ici un de nos collègues qui est maître imprimeur, M. Allombert, et qui pourra aussi vous dire, lui qui est du métier, quels sont les avantages de la commandite.

Tout d'abord il y a moins de responsabilités pour les patrons, en ce sens que les ouvriers ont intérêt à conserver le matériel. En sus de cela, il y a une fraternité qui devrait être encouragée par une Chambre française : on voit des ouvriers très habiles se sacrifier quelquefois un peu en faveur des plus faibles. Cela n'est-il pas déjà un exemple favorable ? Si la commandite devait donner des pertes, il est évident qu'elle ne serait pas préconisée ; mais nous défions qui que ce soit de nous prouver qu'une commandite n'a pas toujours été favorable au patron et à l'ouvrier. Il y a tout simplement une meilleure organisation ; le patron a moins de surveillance à exercer, l'ouvrier a plus de goût pour l'exécution du travail, car les uns par les autres se stimulent. Voilà pourquoi nous demandons, nous aussi, qu'on fasse un essai, mais dans les conditions où il doit être fait.

Or, à l'imprimerie nationale, l'essai se fait en paroles, mais pas en exécution. J'y ai vu des typographes et je leur ai demandé comment on avait procédé ; l'essai a été fait justement sur un travail où il ne devrait pas être tenté, sur un travail de luxe, sur des travaux d'art, tandis qu'il faut commencer par l'appliquer au travail de composition, au travail courant, à tout ce qui concerne les impressions de bulletins, jour-

L'Application du Système Collectiviste Par M. Lucien Deslinières

Que fera-t-on le lendemain de la Révolution ? Telle est la question favorite dont les foules et les majorités parlementaires poursuivent et harcèlent le Parti socialiste. En Allemagne, au Reichstag, il y a toujours salle comble, quand on apprend que la question de l'Etat de l'avenir (Zukunft) est à l'ordre du jour ; de même dans la dernière législature, les députés de la majorité ont plusieurs fois amené notre ami Jules Guesde à la tribune, pour lui demander d'exposer ce que serait le futur Etat collectiviste. Avec la meilleure volonté du monde, ils écoutaient, puis déclaraient que c'était de la pure utopie ; comme s'ils réclamaient une leçon apprise d'avance.

On dit généralement en logique qu'une question bien posée est résolue d'avance, c'est-à-dire contient en elle-même sa réponse. Or, comme dans la fameuse définition de l'écrevisse chaque terme de la question ci-dessus posée, est absurde ; on se figure d'ordinaire une révolution, comme dans les livres de l'histoire clas-

sique avec les trois divisions sacramentelles. « Causes de la Révolution, commencement de la Révolution, sa fin et ses conséquences ». Or, en réalité, les choses ne se passent pas ainsi ; dans le cas actuel, les gens qui demandent quand commencera la Révolution sociale, ne se doutent guère qu'elle est commencée depuis longtemps ; c'est-à-dire que depuis la décadence de la bourgeoisie, nous sommes en période révolutionnaire. A ceux qui demandent ce qu'on fera le lendemain, il serait intéressant de demander à notre tour à quelle époque ils placent le lendemain de la Révolution bourgeoise ?

C'est donc faire de l'utopie, c'est-à-dire ne pas mesurer les distances entre une théorie et sa réalisation, souffrir en un mot de presbytie morale, que d'édifier à l'heure qu'il est une société bâtie de toutes pièces. Sans doute, l'on peut discerner par leur force de résistance à la tempête actuelle, les éléments de la société qui subsisteront et par suite formeront partie intégrante de la société qui s'élèvera sur les ruines du régime capitaliste. Ainsi, quand M. Deslinières passe en revue les différents organismes de la société, montrant comment ils sont viciés en période capitaliste, et par quels changements la production sera transformée d'individua-

liste en collectiviste, il suit la vraie route de l'observation. Les chapitres sur la production, en étudiant les groupes professionnels un à un, donnent des résultats curieux et certainement nouveaux, qui frapperont ceux qui aiment surtout à envisager une question au point de vue particulier. Intéresser les différentes classes de la société à la transformation que le Parti socialiste veut accomplir, n'est-ce pas là le sens de nos différents programmes, industriel, municipal, agricole, maritime ?

Divisant la population en ses différentes couches, par métiers et occupations, Deslinières montre comment le système d'exploitation capitaliste attaque, pour ainsi parler, les forces vives de chaque mode de production, l'empêchant de se développer et de rendre ce qu'elle contient potentiellement. De même, spécialement pour l'agriculture, dans un chapitre dont nous recommandons la lecture à nos amis, l'écoulement des produits est, en période capitaliste, limité par la possibilité d'un écoulement rémunérateur. Quand un jeune millionnaire américain s'avisa, l'année dernière, de faire ce qu'on appelle « un corner » de blé, autre nom pour accaparement, les cultivateurs européens se trouvèrent paralysés, comme si la terre

leur manquait sous les pieds. La spéculation du temps de Méline, réglementa révolutionnairement la production, et produisit une famine, par des moyens artificiels, mais dont les effets ne furent que trop sentis.

Après son analyse des vices de forme et de fond, du système capitaliste, l'auteur vient à faire un tableau de l'organisation collectiviste, non telle qu'il la rêve, mais telle qu'il la conclut de l'observation des phénomènes actuels. Ceci est parfaitement légitime, et ce qui donne à des livres tels que ceux de Bellamy ou de Morris le caractère d'utopie, c'est justement ce transport brusque à un siècle ou deux au-delà de la période actuelle ; en un mot ils coupent la planche qui joint les deux bords du gouffre qu'il faut passer, et c'est là justement ce qui est l'intéressant pour nous. Les rêves de Fourier suffisent à satisfaire tous nos besoins et nos aspirations utopistes ; personne ne les égalera ni en abondance, ni en plénitude.

L'auteur aborde la terrible question de l'expropriation des possédants ; c'est là, en effet, le premier point à trancher ; la Révolution bourgeoise ne l'a résolu qu'après cinquante années de luttes ardentes, car c'est seulement en 1830 que fut terminée l'expropriation de la noblesse, autre-

naux, rapports, tableaux, etc. C'est cet essai que nous réclamons, et c'est pourquoi je prie la Chambre de voter la proposition que nous présentons. (Très bien ! très bien ! à l'extrême gauche.)

Malgré l'opposition du gouvernement, le projet de notre ami J.-B. Bénézech a obtenu 223 voix contre 297.

LE BARIL DE POUDRE

La Russie, c'est la grande mystérieuse, et il semble que son gouvernement ait jeté aux puissances européennes son projet de désarmement comme de la poudre aux yeux, pour les empêcher de constater les progrès que l'influence russe fait en Chine. Dans un article de la *Neue Zeit*, Engels marquait, il y a quelques années, la marche lente et sûre de l'invasion russe, dont on ne se doute pas en Europe. Parfois des correspondants ou des consuls anglais signalaient une agression sur quelque point, la diplomatie s'allarme, on fait des remontrances aux agents russes, et le travail de mine continue sourdement.

Tandis que la France poussée par les diplomates russes, s'expose à des affronts à Fashoda, à Mascaté ou à Terre-Neuve, le chemin de fer Trans-sibérien continue sa marche, et la conquête de cette énorme province, la Mandchourie, exige dès maintenant qu'on la divise en plusieurs branches. Par la convention Cassini, la Russie se constituait la protectrice de la Chine, et l'on sait, par l'exemple de la Turquie, ce que signifie une telle protection.

La conquête, — car c'en est une — de Port-Arthur, en pleine paix, par une simple démonstration de l'amiral russe, qui a fait quitter le port aux vaisseaux anglais lorsque lui-même, cela a été prouvé depuis, avait reçu son ordre de rappel; les intrigues nouées avec la cour de Pékin, l'impératrice et ses ministres et dont l'agent russe Pasloff, tient les fils: tout cela part du palais impérial: la réussite de ce plan de la conquête dépend des progrès du chemin de fer Trans-sibérien, et ceux-ci, à leur tour, ne sont possibles que par les subsides que paye la bonne vache à lait, la France.

La « Chine » c'est notre Inde à nous, s'écrient déjà les Russes, et tandis que les Anglais parlent encore de la politique des « portes ouvertes », ou bien de l'affermissement de la dynastie Mantcher, les agents russes corrompent tous les fonctionnaires chinois, qui ne demandent pas mieux que de se laisser faire et ainsi, sans traité, sans bruit, provinces, après provinces tombent dans les mains des nouveaux conquérants.

Aussitôt un port conquis, aussitôt une province annexée, le gouvernement russe ne perd pas une minute; malgré les traités ou autres préjugés européens, on commence les fortifications. L'activité déployée à Port-Arthur est phénoménale, dit un Américain qui y a séjourné récemment; quinze mille chinois sont employés à élever des forts ou à construire des lignes de chemins de fer.

Et les Anglais, pendant ce temps, satisfaits de leur victoire sur la France, se frottent les mains et laissent passer

l'heure d'attaquer la Russie; celle-ci n'a-t-elle pas d'ailleurs cette précieuse conférence pour la paix, qui, comme certains poissons frappe de torpeur les plus énergiques. Gagner du temps, voilà l'important; c'est encore plus précieux que de l'argent, et pendant que l'on discutera si le pape sera, oui ou non, admis parmi les délégués, les travaux continuent, sous les yeux de la flotte anglaise.

C'est pourquoi l'empereur Guillaume, qui est dans le mouvement, a laissé la protection des allemands aux Philippines aux bons soins des Américains, et il a envoyé ses vaisseaux en Chine; là-bas, dans le Golfe, est la poudrière; il y a trop de forces accumulées pour qu'une collision ne se produise pas un jour ou l'autre, et alors l'étincelle mettra le feu aux poudres, et il n'y aura pas que la conférence pour la paix qui fera explosion alors. La lutte ouverte et inexorable sera engagée entre la Russie et l'Angleterre.

C.

FAITS ET CHIFFRES

D'après le recensement officiel de 1890, aux Etats-Unis d'Amérique, sur 12.690.125 familles il y en a eu 6.625.735 simples locataires, soit 52 0/0. Cette proportion change si l'on considère les chiffres concernant les grands centres industriels.

Ainsi :

A Boston, 89.613 familles, dont 73.101 simples locataires, soit 82 0/0; à Cincinnati, 63.425 familles, dont 51.261, soit 81 0/0; à New-York, 312.754 familles, dont 292.956, soit 94 0/0; à Philadelphie, 204.292 familles, dont 154.803, soit 77 0/0; dans cinquante-huit autres villes la proportion s'élève à 76 0/0.

Il y a déjà neuf ans de cela. Que doit-être aujourd'hui avec l'incessante progression industrielle des Etats-Unis la proportion des familles ne possédant pas le moindre coin où se loger?

L'Internationale

La Bibliothèque du Parti (5, rue Rodier), tient à la disposition des Groupes l'Internationale d'EUGÈNE POTTIER, Paroles et Musique, au prix de 2 fr. 50 le Cent, franco à domicile.

LE PARTI OUVRIER

EN FRANCE

Paris

Le Conseil syndical des ouvriers cuisiniers a décidé dans sa séance du 2 mars, sur la proposition du citoyen Cintrat, d'adhérer au Parti Ouvrier Français.

Le syndicat, fondé en 1885, a son siège social à la Bourse du Travail de la rue Jean-Jacques-Rousseau, 35.

Pour les demandes de placement, s'adresser au citoyen Lahaye, secrétaire délégué.

— Samedi dernier, à la Maison du Peuple de la rue Balagny, la conférence hebdomadaire

propagande, il nous semble que la marche à suivre, la plus prudente à la fois et la plus sûre, est celle qu'a adoptée le Parti Ouvrier pour chacun de ses programmes. Procéder, pour chaque fraction de la société, comme pour chaque phénomène économique, à une enquête chez les intéressés, et voir ensuite comment les principes, l'organisme même de notre Parti peut s'accommoder à ces demandes et s'y adapter. On a ainsi, comme cela a été le cas pour nos programmes agricole, municipal, maritime, une base solide; ce sont, en somme, les cahiers modernes que nous compulsions et nous retirons de ces enquêtes la partie qui semble évolutive. Sur une base aussi ferme, nous ne pouvons nous tromper de beaucoup, ni surtout nous éloigner, perdre contact avec le monde moderne, ce qui est le danger de toute reconstruction hâtive.

L'enquête poursuivie par l'auteur dans ce livre sur l'application du système collectiviste sera, nous le répétons, trouvée très utile et par les renseignements inédits qu'elle fournit et aussi par les idées qu'elle suggère.

C. BONNIER.

des groupes du XVII^e arrondissement a été faite par le citoyen Maranges, qui a traité de différents points de la doctrine socialiste: concentration des capitaux, baisse des salaires, etc.

Cette conférence a obtenu un très vif succès.

— Agglomération parisienne. — Commission de propagande. — Réunion des délégués, secrétaires et trésoriers des groupes, vendredi 17, à neuf heures du soir, salle Anglade, 14, rue Turbigo.

Ordre du jour :

« L'Entente socialiste. Elections municipales complémentaires ».

Versailles

Samedi dernier a eu lieu, salle de la Boule-d'Or, la conférence éducative organisée par le comité socialiste de Versailles, adhérent au Parti Ouvrier Français.

Le citoyen Louis Maurice, secrétaire du conseil fédéral de la Fédération de la région parisienne du Parti Ouvrier Français a pendant plus d'une heure et avec un très grand talent oratoire, exposé la genèse de la doctrine socialiste et expliqué le rôle et l'action du parti socialiste dans la situation politique actuelle.

Lille

Le Congrès régional de la Fédération du Parti Ouvrier du Nord aura lieu le 16 avril prochain.

Valenciennes

Samedi soir, a eu lieu, à la salle Bonenfant, une conférence socialiste au bénéfice des grévistes de Saint-Amand.

Malgré le peu de publicité accordé à cette réunion et malgré la pluie qui toute la soirée n'a cessé de tomber, un assez grand nombre de travailleurs étaient présents.

Le citoyen Melin, conseiller prud'homme, qui présidait la réunion, a le premier pris la parole. Il a très vivement condamné l'attitude du patronat et invité les ouvriers à former des syndicats et à se grouper sous la bannière socialiste. Après lui, le citoyen Thietard, d'Anzin, a fait l'historique du mouvement gréviste Amandinois. A Anzin, comme à Valenciennes, dit-il, tous les ouvriers, conscients de leur devoir, apporteront leur aide aux faïenciers qui luttent aujourd'hui pour une si juste cause.

Le citoyen Carlier a pris le dernier la parole. Les orateurs ont été fréquemment applaudis.

Après la conférence, un camarade a chanté une très jolie chanson, le *Noël Socialiste*, qu'il amis en vente au profit de la grève.

La chanson et les quêtes ont rapporté une somme de 5 fr. 20 qui a été remise au Comité de la grève.

Anzin

Dimanche dernier, dès cinq heures du soir, le salon de la Main-d'Or, rue de Condé, regorgeait de monde.

Notre ami Thietard, dont on connaît le dévouement socialiste, fait acclamer Siauve, président d'honneur, pour le courage qu'il apporte à la défense des travailleurs grévistes de Saint-Amand. Il est lui-même acclamé président de la réunion.

Dans une vibrante allocution, Thietard fait ressortir aux applaudissements répétés de l'assemblée, le devoir de solidarité qui incombe aux travailleurs dans la grève de Saint-Amand et est convaincu que les prolétaires d'Anzin sauront faire acte de solidarité.

Le camarade H. Ghesquière, conseiller général du Nord, excuse le citoyen Devraigne, envoyé à Hénin-Liétard pour une conférence en faveur des grévistes et prononce un vibrant discours sur la question sociale. L'orateur lillois obtient le plus vif succès.

D'autres camarades prennent aussi la parole pour encourager les travailleurs anzinois et, enfin, le président lève la séance au cri de : « Vive la République sociale ! »

Ce cri est répété par toute l'assistance qui s'écoule lentement aux chants de *Noël socialiste* et de *l'Internationale* !

La collecte a été fructueuse.

Anzin, ce fief capitaliste, est en voie d'affranchissement; les prolétaires de cette ville sauront se montrer bientôt dignes du Parti Ouvrier Français.

Armentières

Bonne réunion pour les grévistes faïenciers de Saint-Amand, que celle faite dans la salle des fêtes de la coopérative d'Armentières.

On procède à la constitution du bureau. 3 conseillers prud'hommes du Parti ouvrier sont acclamés.

Le président prononce une allocution dans laquelle il montre qu'il faut que tous les ouvriers soient solidaires dans la bataille que livre le capital et il donne la parole au citoyen Georges Devraigne.

La salle acclame bien vivement le sympathique orateur.

Devraigne fait l'historique de la grève et montre que le but des administrateurs est de tuer le syndicat par la mise à la porte des usines des membres de la commission syndicale.

Notre ami développe magistralement la thèse de la solidarité prolétarienne contre l'égoïsme et la rapacité capitalistes.

Sa péroraison soulève la salle. Les assistants ont compris leur devoir et ils s'engagent à soutenir de toutes leurs forces les grévistes

de Saint-Amand qui luttent pour la défense des droits syndicaux.

Les gros sous tombent dans les troncs, la mitraille de bronze des producteurs du capital riposte aux millions des exploités.

Bourg

Depuis la conférence organisée par le groupe du Parti Ouvrier Français de notre ville et où nos amis Zévaës, Krauss ont planté d'une façon définitive les premiers jalons du socialisme scientifique, la marche ascendante de l'idée se poursuit au milieu des embûches qu'essaye de lui tendre la réaction bressane. Avec la propagande, l'éducation s'accomplit.

Régulièrement, toutes les semaines, dans un local confortablement aménagé, des éducatives causeries y sont faites par notre excellent ami H. Mercier, l'ancien sociétaire général de l'Agglomération lyonnaise des Jeunesses du Parti, et par le citoyen Caspar, le dévoué secrétaire.

Une nouvelle conférence y sera donnée sous peu pour laquelle les socialistes bressans feront appel au concours des citoyens, J. Guesde, A. Zévaës, H. Légitimus.

Inutile de dire que ce nouvel et complet exposé des théories collectivistes, aura pour conséquence de permettre au groupe de Bourg d'étendre sa propagande et de faire de l'Ain, un foyer incandescent de groupes actifs du Parti.

Dans une des dernières réunions, le groupement a renouvelé pour le premier semestre de 1899 son bureau qui est ainsi constitué :

Secrétaire, G. Caspar.
Secrétaire-adjoint, H. Noblet.
Trésorier, Legrand.

Morlaix

Dimanche 26 février dernier a été tenu à Morlaix, salle du Commerce, le Congrès de la Fédération des travailleurs du Finistère.

Tous les syndicats du département y étaient représentés.

Le Congrès a successivement examiné les questions suivantes :

« 1^o Insertion dans les cahiers des charges d'une clause spécifiant que le cautionnement ne sera remboursé aux entrepreneurs qu'autant qu'ils auront acquitté intégralement les salaires des ouvriers; 2^o Application des lois d'hygiène et de sécurité des travailleurs; 3^o Extension de la juridiction des prud'hommes; 4^o Maximum des heures de travail; 5^o Suppression du travail aux pièces; 6^o Jour de repos hebdomadaire; 7^o Interdiction de marchandage; 8^o Nomination des inspecteurs du travail par les syndicats; 6^o La suppression du travail dans les prisons et les ouvriers. »

A midi a eu lieu un grand banquet populaire.

Les décisions du Congrès ont été développées dans une réunion publique, tenue à quatre heures de l'après-midi, en présence d'un nombreux auditoire.

Saint-Pourçain

A la suite d'une causerie intime faite dimanche dernier à Saint-Pourçain (Allier) par notre ami Constans, maire et conseiller général de Montluçon, un groupe du Parti s'est constitué dans cette commune.

Nos félicitations à nos camarades de la Fédération centrale du Parti Ouvrier Français pour l'ardeur qu'ils apportent à étendre le Parti dans l'Allier et les départements limitrophes.

Angoulême

Le Cercle de la bibliothèque socialiste du Parti Ouvrier Français organise pour le samedi 18 mars un banquet-anniversaire de la Commune de 1871, dont la présidence a été offerte au citoyen Jules Guesde.

Limoges

Les socialistes de Limoges ont fêté dans la vaste salle Antignac, l'anniversaire de la Révolution de 1848, par un concert et une conférence. On a chanté *l'Insurgé* de Pottier et *l'Internationale*, comme préface des paroles qu'a prononcées sur la Révolution de 48 le citoyen Emile Teissonnière, aux applaudissements unanimes. Un bal a terminé cette magnifique fête toute démocratique.

Saint-Egrève

Dimanche dernier, notre ami Alexandre Zévaës a rendu compte de son mandat à Saint-Egrève, importante commune rurale du canton nord de Grenoble. Environ quatre à cinq cents citoyens de Saint-Egrève, ainsi que des communes voisines, de Proveysieux, de Fontanil, de Mont-Saint-Martin, de Quaix, etc., s'étaient rendus à la réunion.

Au milieu d'applaudissements frénétiques, le vaillant député socialiste de l'Isère a résumé les événements politiques qui se sont accomplis depuis une année et a exposé les votes et les actes des élus du Parti au Parlement.

Continuant sa conférence, le citoyen A. Zévaës a traité du mouvement antisémite et longuement commenté la résolution du Congrès de Montluçon sur l'antisémitisme.

Après le citoyen Zévaës, le citoyen J. Ribaud a fait un chaleureux appel, très applaudi, en faveur de l'organisation du Parti et de la Fédération socialiste de l'Isère.

Un ordre du jour acclamant la conduite de Zévaës et le programme du Parti Ouvrier est

ment dit de la grande propriété terrienne. Marx, dit Engels, dans son article sur le programme agricole, avait reconnu que l'indemnité aux dépossédés épargnerait du temps et des efforts. L'auteur étudie cette question dans tous ses détails; et l'on ne peut que profiter par la lecture de ce chapitre de son livre.

Le peu de place dont nous disposons nous empêche de poursuivre en détail la reconstruction de l'édifice social d'après les principes collectivistes. Il est évident qu'en ce qui touche le salaire, le papier-monnaie, tout intéressants que soient les détails donnés par l'auteur, ils sont sujets à caution. C'est une tendance naturelle de reporter à l'époque future les institutions actuelles, seulement améliorées; mais si l'on étudiait par exemple les vœux des fameux cahiers de 89 à la lueur de l'expérience des faits qui suivirent; si l'on se demandait ce qui reste des maîtrises, des jurandes, de tout ce travail organisé, on verrait que les circonstances ont demandé ou plutôt imposé une solution toute différente de celles que demandaient même les plus hardis novateurs.

Tout en recommandant la lecture de cette seconde partie de l'œuvre, comme très instructive et propre à fournir aux socialistes des idées nouvelles pour leur

voté par acclamations unanimes et la séance prend fin aux cris répétés de : « Vive la République sociale ! »

Voreppe

De Saint-Egrève, notre ami A. Zévaès s'est rendu à Voreppe (commune du canton de Voiron), où le groupe du Parti Ouvrier avait organisé une réunion à laquelle ont assisté cinq à six cents personnes.

La encore, c'est par des bravos de l'auditoire que l'élu du Parti a été accueilli. Un délégué du cercle catholique de Grenoble venu pour tenter la contradiction s'est fait infliger par notre ami une leçon décisive.

A l'unanimité moins quatre ou cinq voix, l'ordre du jour suivant a été adopté :

« Les électeurs de Voreppe, réunis le 5 mars, après avoir entendu leur représentant au Parlement, le citoyen Zévaès, dans le compte-rendu de son mandat,

« Approuvent ses actes et ses votes et l'assurent de toute leur confiance.

« Ils renouvellent l'assurance de leur attachement au Parti Ouvrier Français et se séparent aux cris de : « Vive la République sociale ! »

Saint-Gilles-les-Forêts

Les conseillers socialistes démissionnaires viennent d'être réélus dimanche dernier contre les candidats de notre maire réactionnaire.

Nos amis Panteix-Pardoux, Pierre Theillaud, Léonard Labrune, Pierre Pautout, Reméniéras, Pierre Gane, vont reprendre leur place au conseil qu'ils ont abandonné volontairement.

Devant cette manifestation du suffrage universel, M. Nicart comprendra-t-il qu'il n'a qu'à abandonner la mairie pour la laisser aux citoyens socialistes qui ont la confiance des électeurs.

Graulhet

Les socialistes graulhetois se réjouissent de l'élection du citoyen Ferroul que les pratiques criminelles et la rapine électorale du ministère Méline avaient privé du mandat qui n'a jamais cessé de lui appa tréner.

Ils adressent leurs félicitations à l'élu et aux électeurs.

Istres

Dans sa séance du 26 février, le conseil municipal d'Istres a émis le vœu suivant, présenté par notre ami le citoyen David Albert, conseiller :

« Considérant que les crimes contre nature commis dans les établissements religieux deviennent de plus en plus nombreux et qu'ils constituent un véritable danger public permanent;

« Qu'il appartient aux conseils municipaux, directs et véritables représentants des populations, de traduire leurs sentiments en appelant l'attention des législateurs sur des faits intéressant la sécurité publique;

« Le conseil municipal d'Istres émet le vœu que le Parlement vote le projet de loi déposé par le citoyen Carnaud, député, tendant à interdire l'enseignement à toute personne qui aurait prononcé des vœux de chasteté ou qui appartiendrait à une association interdisant le mariage à ses membres. »

Cet ordre du jour a été voté à l'unanimité des membres présents. Curieuse coïncidence; parmi les votants se trouve un conseiller dont le fils est dans le clergé.

Genissac

Une réunion a eu lieu, salle Egreteau, dimanche dernier.

Le citoyen Marcel Cachin a prononcé un discours très applaudi sur la vraie conception de la République. Il a montré en particulier que si les travailleurs persistaient à envoyer pour les représenter dans les corps élus des bourgeois ou des suppôts de bourgeois, les lois que leur feraient ces représentants d'une classe qui n'est pas la leur se tourneraient nécessairement contre les travailleurs.

Les vrais républicains sont les socialistes qui veulent débarrasser le peuple ouvrier et le peuple paysan de tous les profits capitalistes qui le rongent aujourd'hui.

Par ce temps de réaction, le peuple ne doit pas rendre la République, en tant que régime, responsable des fautes des gouvernants : Il ne doit pas pour échapper à l'opportunisme retomber dans le cléricalisme ou la dictature. Son devoir est de préparer l'avènement de la vraie République, la République sociale où chacun travaillant et recevant de la société ce qui lui est nécessaire pour vivre normalement, les grands principes seront enfin autre chose que des mots vides de sens.

Perpignan

Un de nos meilleurs amis, le citoyen Justin Alavaill, dont le dévouement à la cause socialiste est dans les Pyrénées-Orientales connu de tous, vient d'avoir la douleur de perdre sa femme à Djibouti où elle l'avait vaillamment suivi. C'était la compagne parfaite, de grand cœur et de grand courage. Tous ceux qui l'ont approchée s'associent au deuil profond du citoyen Justin Alavaill.

Carpentras

Le groupe de la jeunesse socialiste organise pour le 18 mars une grande manifestation,

pour laquelle le bureau de la Fédération de Vaucluse a adressé un appel à tous les militants. Le succès de cette fête socialiste s'annonce comme très grand par les adhésions déjà reçues.

A L'ÉTRANGER

Allemagne

Les débats au Reichstag, concernant les crédits militaires, ont donné l'occasion à nos amis, notamment à Bebel, de venir révéler les mauvais traitements que l'on fait subir aux simples soldats et les punitions auxquelles ils sont soumis. C'est un spectacle ordinaire, qui se renouvelle annuellement à chaque discussion du budget, et dans lequel le ministre de la guerre n'apparaît généralement pas à son avantage. Cette fois, Bebel a signalé les condamnations atroces prononcées contre de simples soldats par les tribunaux militaires et pour des fautes légères. Soldats ou ouvriers la maison de correction les attend, et les promesses de l'Empereur n'ont pas tardé à se réaliser. Tout cela pour empêcher les idées socialistes dans l'armée, mais le gouvernement sait très bien, comme Bebel l'a prouvé, que la majorité des troupes saxonnes, entre autres, se compose de socialistes, mais il n'a aucun droit de persécuter un soldat pour son opinion politique, quand celui-ci fait bien son service. Mais, comme le ministre a répondu, le gouvernement ne peut pas s'arrêter à de telles considérations.

L'agitation continue autour du procès de Dresde, et malgré les excuses fournies par le délégué saxon au Reichstag, il reste démontré que la justice a prononcé un arrêt et rendu un service à la classe bourgeoise, en condamnant des ouvriers qui avaient été provoqués et qui, de plus, n'avaient fait que se quereller entre eux, ce qui arrive tous les jours ailleurs sans attirer l'attention de la police. Mais il fallait un exemple!

Angleterre

Le Parlement a voté la seconde lecture de la loi sur l'éducation des enfants. Il faut se rappeler que, malgré les promesses du délégué à la conférence de Berlin, la limite d'âge où l'on autorise le travail des enfants est inférieure en Angleterre à celle adoptée dans les autres contrées. La loi propose que les enfants ne puissent quitter l'école élémentaire qu'à partir de douze ans, et l'auteur de la proposition a fait remarquer au Parlement que c'était tenir la promesse faite par le gouvernement à la conférence internationale. Un membre ouvrier, M. Ducknorth, a montré que c'était le moyen de supprimer ce qu'on appelait le système de « half-time », quand les parents envoient leurs enfants travailler et leur font manquer l'école. Naturellement, les capitalistes ont demandé qu'on ne portât pas atteinte à la liberté du père de famille.

Les progrès de la consommation de l'alcool finissent par inquiéter les journaux capitalistes eux-mêmes; le Times le compare à l'inondation du Nil, annuelle comme lui, mais moins bienfaisante. L'année 1898, le peuple du Royaume-Uni (Angleterre, Écosse, Irlande) a dépensé en liqueurs alcooliques la somme de 154.430.934 livres sterling, ce qui (sur une population de 40.188.927) revient à une dépense de 3 liv. st. 16 sh. 10 pences et demie par chaque personne. La dépense, en 1898, a dépassé de deux millions celle de 1897. Malheureusement, la statistique ne dit pas dans quelle proportion chaque classe de la société consomme, mais en voyant la proportion de bière et d'eau-de-vie, on arrive à la conclusion que c'est la classe ouvrière qui est responsable pour cette augmentation de consommation; ce qui donne mieux, qu'aucun baromètre, l'état de température sociale, si l'on peut dire du prolétariat anglais, car la consommation de liqueurs est en proportion inverse du taux des salaires, et l'ouvrier qui gagne peu consomme plus d'alcool que de viande.

Espagne

Les garanties constitutionnelles ayant été rétablies en Espagne, le Comité directeur du Parti Ouvrier Espagnol en a profité pour convoquer le Congrès annuel, qui aura lieu au mois de mai, et pour donner au mouvement du prolétariat plus d'étendue.

Dans le manifeste que le Comité a adressé aux socialistes, il insiste sur la nécessité d'engager une campagne d'agitation dans le but de mieux organiser les travailleurs pour qu'ils puissent défendre leurs intérêts et pour se persuader que le socialisme seulement pourra écarter l'antagonisme des classes, qui existe dans la société actuelle, et préparer l'émancipation du prolétariat.

Ce qu'il faut réclamer aujourd'hui au gouvernement, c'est le paiement des dettes qu'il a contractées vis-à-vis des soldats qui ont été rapatriés, et l'abolition de l'impôt qui a été établi pour suffire aux dépenses de la guerre.

La situation économique de l'Espagne est des plus graves; son industrie, encore peu développée, doit souffrir beaucoup de la perte de ses possessions coloniales, qui étaient le débouché le plus important de ses produits, ce qui doit avoir pour effet d'accroître encore davantage la misère du prolétariat espagnol.

Dans ces conditions, le prolétariat ne saurait lutter contre le capitalisme et contre l'op-

pression politique qu'avec beaucoup de difficulté, car si la misère peut pousser à des mouvements insurrectionnels, elle ne saura jamais fournir les éléments nécessaires pour lui permettre de l'emporter. Aussi, malgré nos sympathies pour le prolétariat de l'Espagne, nous doutons qu'il puisse réaliser aujourd'hui les revendications qu'il réclame, son organisation, encore assez faible, et ses moyens d'action, encore insuffisants, ne pouvant lui donner des chances sérieuses de succès.

Italie

Les socialistes de Milan ont décidé de présenter à l'élection qui va avoir lieu dans le cinquième collège électoral de Milan, la candidature de notre ami Turati, qui subit en ce moment la peine de la réclusion.

L'Insurgé

La Bibliothèque du Parti (5, rue Rodier), tient à la disposition des Groupes l'Insurgé, Paroles et Musique, au prix de 2 fr. 50 le Cent, Franco à domicile.

BIBLIOGRAPHIE

Les citoyens Vandervelde et Destree, tous deux députés à la Chambre belge, viennent de faire paraître chez Giard et Brière, en un fort volume de 500 pages, l'Histoire du Parti ouvrier de Belgique, des luttes si vaillamment soutenues pour l'organisation politique et coopérative du prolétariat, des batailles livrées pour la révision, pour le suffrage universel et aussi l'histoire de l'action parlementaire et communale depuis que le Quart-Etat belge a entrepris — on sait, avec quel succès ! — l'expropriation politique de la bourgeoisie, préface nécessaire de l'expropriation économique.

C'est la première partie de l'ouvrage de Vandervelde et Destree. La seconde, toute théorique, étudie sous le titre général : *Les Idées, le collectivisme et les diverses objections faites par nos adversaires de classe, la question agraire, la question féministe, les conditions d'existence de la petite propriété rurale, etc.* Ce livre, d'un haut intérêt, écrit dans une langue pure, imagée, de forme excessivement séduisante, se termine par l'exposé du programme ouvrier belge, précédé d'une déclaration de principes, programme politique, économique et communal.

Nous ne saurions trop recommander aux militants, à tous ceux qu'intéresse le mouvement socialiste international de lire *Le Socialisme en Belgique*, où il apparaît si clairement que ce petit pays « présentera le premier au monde la décisive expérience d'une majorité parlementaire socialiste aux prises avec les difficultés résultant des résidus du passé — sinon de l'intervention des puissances européennes. »

Le volume est en vente à la Bibliothèque du Parti, 5, rue Rodier, au prix de 2 fr. 75 c.; Port en sus : 0 fr. 60 c.

VIENT DE PARAITRE :

SOCIALISME ET PHILOSOPHIE

Par Antonio LABRIOLA

Professeur à l'Université de Rome

Un fort volume de 260 pages

Prix : 2 fr. 25 c.; Port en sus : 0 fr. 25 c.

Le Devenir Social

Revue Internationale d'Economie sociale d'Histoire et de Philosophie

COLLECTION COMPLÈTE :

- La 1^{re} année (1895), 1 fort vol. gr. in-8°, prix..... 13 50
- La 2^e année (1896), 1 fort vol. gr. in-8°, prix..... 18 »
- La 3^e année (1897), 1 fort vol. gr. in-8°, prix..... 18 »
- La 4^e année (1898), 1 très fort vol. gr. in-8°, prix..... 18 »

Ont été publiés dans le "DEVENIR SOCIAL"

DES ARTICLES DE :

Ed. FORTIN, Paul LAFARGUE, Gabriel DEVILLE, Ch. BONNIER, J. DAVID, L'HÉRITIER, A. LABRIOLA, Karl MARX, ENGELS, KAUTSKY, ZERBÓGLIO, P. LAVROFF, VANDERVELDE, BERNHEIM, Conrad SCHMITT, Enrico FERRI, SALVIOLI, B. CROCE, KOVALEWSKY, etc.

Les Groupes et les Membres du Parti peuvent se procurer ces Collections en s'adressant à la Bibliothèque du Parti, 5, rue Rodier, au prix de 12 fr. les Collections 1896, 1897, 1898, et de 9 fr. celle de 1895.

Le Gérant : A. DELADERERE.

VIENT DE PARAITRE :

SALAIRES, PRIX, PROFITS

Par K. MARX

Karl Marx écrit pour l'Association Internationale des Travailleurs, sous le titre de :

SALAIRES, PRIX, PROFITS

une réponse à son collègue anglais Weston, qui fut lue le 20 juin 1865, c'est-à-dire avant le Congrès de Genève.

Marx a, dans cette brochure d'une centaine de pages, écrit en quelque sorte, un abrégé du *Capital* « avant la lettre. »

Certains points à peine indiqués dans le premier volume et approfondis dans les livres suivants, sont aussi traités dans

SALAIRES, PRIX, PROFITS

Prix : 0 fr. 45 c.; Port en sus : 0 fr. 15 c.

S'ADRESSER A LA BIBLIOTHÈQUE DU PARTI 5, RUE RODIER, 5

Vient de paraître une très intéressante brochure du citoyen Marius André *Sur la Sériciculture, la Filature de la soie, et le Tissage Examinés au point de vue socialiste.*

Jules Guesde a écrit le préface de cet intéressant opuscule.

Nous recommandons le travail du citoyen Marius André aux organisés du Parti, particulièrement à celles des régions séricicoles.

La brochure est en vente à la bibliothèque du Parti Ouvrier, 5, rue Rodier, Paris.

Compagnie Générale Transatlantique

Paquebots-Poste Français

Services dans la Méditerranée desservant Alger, Oran, Tunis, Bône, Philippeville, Bizerte, Malte, Bougie, Sfax, Sousse, Djidjelli, Collo, La Galle, Tabarka, Ajaccio et Porto-Torres.

Services hebdomadaires par steamers rapides sur la ligne le Havre-New-York.

Services réguliers sur les Antilles, le Mexique, l'Amérique Centrale, les Guyanes, le Venezuela et le Pacifique.

Services divers de cargo-boats entre la France, l'Algérie et l'Angleterre.

Services des colis postaux pour l'Algérie, la Tunisie, Malte, la Guadeloupe, la Martinique, les Guyanes Française et Néerlandaise, les Antilles Danoises, Curaçao, le Mexique, la Colombie, le Salvador, le Venezuela, et Costa-Rica.

Bureau spécial : 5, rue des Mathurins.

BUREAUX A PARIS

Service Central, 6, rue Auber : Billets de Passages; 12, Boulevard des Capucines (Grand Hôtel), 6, rue Auber; Frêt : 5, rue des Mathurins.

CHEMINS DE FER DE PARIS A LYON ET A LA MÉDITERRANÉE

Fêtes de Pâques à Rome. — Billets d'aller et retour de Paris à Rome. — Validité : 30 jours. — Arrêts facultatifs sur tout le parcours.

Prix des billets, via Dijon, Mâcon, Culoz, Modane : 1^{re} classe, 262 francs; 2^e classe, 185 francs.

Billets délivrés du 19 au 30 mars inclusivement à la gare de Paris-Lyon ainsi que dans les bureaux de ville de la Compagnie P.-L.-M. et dans les agences de voyages.

Nota. — Des billets d'aller et retour supplémentaires et de même validité seront délivrés à Rome pour Naples et sa vallée.

Franchises de bagages : 30 kilogrammes sur le réseau P.-L.-M. Aucune franchise sur les réseaux italiens.

La Compagnie P.-L.-M. organise avec le concours de l'agence des « Voyages Economiques des excursions permettant de visiter (tous frais compris) :

L'Italie (Semaine Sainte à Rome), du 23 mars au 18 avril. Prix : 1^{re} classe : 900 francs; 2^e classe, 810 francs.

L'Italie (Fêtes de Pâques à Rome), du 26 mars au 8 avril. Prix : 1^{re} classe, 495 fr.; 2^e classe, 420 francs. (Excursion facultative à Naples. Supplément : en 1^{re} classe 175 fr.; en 2^e classe, 160 francs.)

S'adresser, pour renseignements et billets, aux bureaux de l'agence des « Voyages Economiques », 17, rue du Faubourg Montmartre et 10, rue Auber, à Paris.

La Compagnie organise avec le concours de l'agence des « Voyages Modernes », deux excursions permettant de visiter (tout frais compris) :

La 1^{re}, l'Italie et la Sicile, du 21 mars au 16 avril. Prix : 1^{re} classe, 1.150 fr.; 2^e classe, 1.020 fr.

La 2^e, l'Italie (Semaine Sainte à Rome), du 27 mars au 14 avril. Prix : 2^e classe, 540 fr.

S'adresser pour renseignements et billets, au bureau de l'agence des « Voyages Modernes », 1, rue de l'Echelle, à Paris.

Paris. — Imp. A. Désiré, 25, rue Buffault.